**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 26 novembre 2007

CP 07/11-16

CONTENTIEUX DE L'EXPROPRIATION

AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE

◆ *Développements contentieux*

Le Conseil Général a eu à débattre des modalités de prise de possession, après procédure d'expropriation, des terrains d'assiette de la future liaison Quercy-Gascogne.

Le Conseil Général a ainsi été assigné en référé le 11 octobre 2007, devant le Tribunal de Grande Instance de Montauban, pour répondre d'une voie de fait excipée par les consorts Charles, propriétaires-expropriés.

Le Département a fait valoir que l'ordonnance d'expropriation rendue le 30 août 2006 avait eu pour conséquence d'éteindre, dès son prononcé, tous droits réels existant sur les immeubles expropriés. Les droits sont convertis en droits de créance sur l'expropriant. Il a également été opposé que le fermier qui exploitait le terrain à usage de vergers a été dûment indemnisé par le Conseil Général.

Il n'a pu s'agir, comme évoqué, d'une voie de fait attentatoire à la propriété privée puisque la propriété a été transférée au Conseil Général par l'ordonnance d'expropriation. Ainsi en a statué le juge des référés saisi de l'affaire le 18 octobre 2007.

Le Conseil Général reste redevable de l'indemnité d'expropriation et de prise de possession anticipée, en instance de régularisation.

◆ *Mesures de sauvegarde*

Pour la défense des intérêts départementaux, j'ai été amené à application de l'article L 3221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales à ester en justice et à mandater le Cabinet d'avocats Jean COURRECH (31 Toulouse) chargé d'une mission d'assistance et de représentation juridiques.

Dans ce cadre, je vous serais obligé de bien vouloir délibérer sur le rapport présenté.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Ratifie l'intervention en défense devant le juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Montauban dans l'affaire « Consorts Charles » ;
- Ratifie le mandat d'assistance et de représentation juridiques confié à Maître Jean COURRECH avocat à Toulouse ;
- Autorise Monsieur le Président, dans le cadre de l'action judiciaire, à réaliser tous actes de procédure et à agir en justice pour tous développements contentieux.

Pour l'adoption : 9 voix

Avis contraire : néant

Abstention : 1

Adopté.

Le Président,